



**LE NIGER A TRAVERS SA PRESSE  
DU 17 AU 23 JANVIER 2011**

**SOMMAIRE**

**INTERNATIONAL**

Terrorisme / Otages français  
Corps diplomatique  
UEMOA

**COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE**

BOAD  
Banque Mondiale  
France  
Peace Corps – Niger

**POLITIQUE ET AFFAIRES INTERIEURES**

CSRD  
Primature  
Gouvernement  
CCN  
ONDHLF  
Elections régionales et municipales  
CENI  
Elections générales  
CNDP  
ONC  
Cour d'Etat

**PARTIS POLITIQUES – ASSOCIATIONS – SYNDICATS**

PNA Al'Oumma  
MNSD- Nassara

**SOCIETE**

Augmentation des Salaires  
Justice  
Transport Urbain  
Enseignement

**ECONOMIE**

Production agricole  
Commerce sous-régional

## INTERNATIONAL

### Terrorisme / Otages français

« Les autorités françaises, dans leur précipitation, ont confondu les gendarmes nigériens blessés avec les terroristes. Elles n'ont rendu service ni à la France, ni à leurs militaires déployés, encore moins aux soldats nigériens qui ont perdu la vie », déplore *L'Événement* (17/01/11). *La Source* (14/01/11) s'interroge sur le « comportement de la France » et sur « les raisons réelles à vouloir impliquer le Niger dans sa lutte contre le terrorisme ». Quant au *Tempo* (14/01/11), il reproche à la France d'être à l'origine du retour de l'insécurité dans le pays : « les Nigériens constatent aisément que l'insécurité revient dans leur pays par la porte française », affirme l'auteur.

*L'Événement* (20/01/11) accuse, pour sa part, le Mali, d'être « incapable d'assurer la sécurité à ses frontières. Le journal déplore le manque de coopération du Président malien Amadou Toumani Touré dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. « Qu'a fait le Général ATT pour traquer les éléments armés ? Pourquoi le Mali, qui est le principal pays concerné, est-il visiblement celui qui fait le moins d'efforts ? [...] Pendant que les pays de la zone mettent en place des stratégies concertées, le Mali ne marche pas dans le même sens », déplore l'auteur.

### Corps diplomatique

L'ensemble du Corps diplomatique accrédité au Niger a présenté ses vœux de nouvel An au Chef de l'Etat, le Général Salou Djibo, le 15 janvier, *Le Sahel* (17/01/11). « Les partenaires du Niger, ici représentés en cette circonstance exceptionnelle [...] tiennent à accompagner le processus politique de retour à l'ordre constitutionnel [...] », a déclaré M. Alain Holleville, doyen du corps diplomatique.

### UEMOA

Le Conseil des ministres de l'UEMOA s'est tenu à Bamako (Mali) le 7 janvier dernier et prévoit une augmentation du taux de croissance de l'Union de 4,5% en 2011, contre 3,9% en 2010 et 3% en 2009, *L'Événement* (17/01/11). Les ministres ont également relevé la nécessité de mettre en place un comité de stabilité financière pour faire face aux difficultés du secteur financier international, précise l'auteur.

## COOPERATION BILATERALE ET MULTILATERALE

### BOAD

La BOAD et le Niger ont signé, le 18 janvier, deux accords de prêts d'une valeur globale de 22 milliards de Fcfa, *Le Sahel* (19/01/11). 12 milliards seront investis dans le financement du projet d'aménagement et de bitumage de la route Niamey-Namoro-Farié. Les 10 milliards restant seront consacrés au projet d'intensification des Productions Agricoles pour la Sécurité Alimentaire (PIPA/SA), dans les régions de Tahoua et de Tillabéri.

### Banque Mondiale

Le gouvernement nigérien et la Banque Mondiale ont procédé à l'ouverture de la 13<sup>ème</sup> revue du portefeuille de la Banque Mondiale au Niger, sous la présidence du ministre de l'Economie et des Finances, M. Mallam Mamane Annou, *Le Sahel* (20/01/11). Le 31 décembre 2010, l'institution internationale a soutenu le programme d'investissements du Niger à hauteur de 225 milliards de Fcfa, « composé de sept projets en cours d'exécution et de six autres en préparation », dans les domaines de la santé, de l'Education, de la sécurité alimentaire, la maîtrise de la croissance démographique, des infrastructures routières et du renforcement de la gestion des finances publiques.

### France

« Le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses, M. Cissé Ousmane, effectue une visite de travail à Paris », titre *Sahel Dimanche* (21/01/11). Depuis le 16 janvier, M. Cissé Ousmane a été reçu à l'Élysée par le Secrétaire Général M. Claude Guéant et le Chef d'Etat

Major particulier du Président français, le Général d'Armée Benoît Puga. Il a ensuite rencontré M. Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre de la Défense nationale. Il s'agissait, au cours de ces entretiens, d'échanger principalement sur la question sécuritaire au Niger et notamment sur « les menaces terroristes qui pèsent sur les ressortissants et les intérêts français ».

Sur la question de l'enlèvement des deux ressortissants français, le 7 janvier dernier, le ministère nigérien de l'Intérieur et de la Sécurité a noté « une convergence de vue entre le Niger et la France, relativement au déroulement des opérations de sauvetage et aux rôles joués par les différents intervenants français et nigériens. Les Autorités françaises ont manifesté leur sentiment de compassion et de solidarité aux familles de victimes nigériennes tombées sur le champ d'honneur, et aux blessés, qui feront l'objet d'une évacuation [...] dans les établissements spécialisés en France. Un geste de solidarité sera fait à l'endroit des victimes nigériennes ou de leurs ayants droits. Elles ont en outre remercié les Autorités du Niger pour leur engagement dans la lutte contre le terrorisme et ont rendu un hommage mérité aux Forces de Défense et de Sécurité Nigériennes pour leur courage et leur détermination dans le combat contre le crime dans toutes ses formes », poursuit le communiqué, *Sahel Dimanche (21/01/11)*.

## **Peace Corps – Niger**

« Fermeture momentanée du bureau du Corps de la paix au Niger », annonce *Le Républicain (20/01/11)*, suite à la prise d'otage des deux ressortissants français à Niamey. Leur enlèvement « a provoqué la psychose au sein des communautés d'expatriés occidentaux », poursuit l'auteur qui déplore le départ massif des volontaires, « privant du coup les communautés nigériennes de [leur] précieuse assistance ».

## **POLITIQUE ET AFFAIRES INTERIEURES**

### **CSRD**

- Le Chef de l'Etat a reçu successivement en audience, le 14 janvier, une délégation conjointe CEDEAO/Union Africaine/ ONU, dans le cadre de l'organisation des élections, *Le Sahel (17/01/11)*. Soulignant « leur entière satisfaction » quant au respect de la feuille de route, la délégation a réitéré son engagement « à accompagner le peuple nigérien, les institutions nigériennes et les plus hautes autorités du Niger pour la bonne finalisation de ce processus afin que la victoire soit totale dans le but de parvenir à des élections incontestables et incontestées [...] ».

- Le Général Salou Djibo a ensuite reçu une délégation des pays du CILSS, en visite à Niamey pour présenter ses vœux au Président, *Le Sahel (17/01/11)*.

- Le Général Salou Djibo a reçu en audience, le 18 janvier, S.Exc. Mme Bisa Williams, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Niger, *Le Sahel (19/01/11)*. « Nous avons fait part au Chef de l'Etat de nos inquiétudes, mais nous lui avons aussi adressé nos remerciements pour l'engagement du gouvernement et l'attention qu'il a porté sur la sécurité, non seulement des étrangers mais aussi de tout le pays [...]. Nous lui réaffirmons notre ferme soutien », a déclaré Mme Bisa Williams à sa sortie d'audience.

- Le Président du CSRD a reçu, le 20 janvier, M. Guillaume Soro, Premier ministre du Président de la République ivoirienne, S.E.M. Alassane Ouattara, dans le cadre des préparatifs du Sommet de l'UEMOA de Bamako, *Sahel Dimanche (21/01/11)*. M. Guillaume Soro a, par ailleurs, profité de sa visite « pour faire le point de la situation politique de Côte d'Ivoire », précise le journal.

- Le Général Salou Djibo s'est ensuite entretenu avec le Général Abdoulsalami Abubakar, médiateur de la CEDEAO pendant la crise du Tazartché : « Mon souhait est que nous nous tenions tous la main, afin que nous assurions tous une bonne fin de Transition », a déclaré l'ancien Chef d'Etat nigérian à sa sortie d'audience, *Sahel Dimanche (21/01/11)*.

### **Primature**

- Le Premier ministre, M. Mahamadou Danda a reçu le 19 janvier une délégation libyenne conduite par le ministre du Commerce libyen, M. El Etayeb El Safi, afin de signer le protocole d'accord qui permet à la

société libyenne Green Network, de reprendre les sociétés nigériennes Sonitel et Sahelcom, *Le Sahel (20/01/11)*.

- Le Premier ministre s'est entretenu le même jour avec une délégation de la CEDEAO conduite par le Général Abdoulsalami Abubakar, médiateur de la CEDEAO, au sujet du processus électoral, *Le Sahel (20/01/11)*.

- M. Mahamadou Danda a présidé, le 19 janvier, la cérémonie d'ouverture du « Forum sur la bonne gouvernance dans la gestion des ressources minières et pétrolière », en présence des présidents des institutions de la Transitions, des membres du CSRD et du gouvernement, des représentants du Corps diplomatiques et des institutions internationales, *Le Sahel (20/01/11)*.

## **Gouvernement**

- Le ministère de l'Economie et des Finances a organisé, le 15 janvier, un déjeuner de presse pour expliquer les principaux éléments de la loi des finances 2011, *Le Canard Déchaîné (17/01/11)*. Le budget 2011 est estimé à 1.006.071.933 Fcfa, soit en augmentation de 45,82% en valeur relative. La part des ressources internes s'élève à 61,17%. Les dépenses de souveraineté (environ 542 milliards de Fcfa) et le budget d'investissement (457,4 milliards de Fcfa) seront couverts sur fonds propres de l'Etat, indique le journal qui relève, à travers ces chiffres, « le gage de la recherche de l'indépendance ».

- M. Ousmane Cissé, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires religieuses a rendu visite, les 12 et 13 janvier, aux familles des Gendarmes tués lors de l'opération contre les ravisseurs des deux otages français, *Le Sahel (18/01/11)*. S'adressant aux familles et à l'ensemble des Forces de Défense et de Sécurité de Tillabéri, le ministre a témoigné, au nom du chef de l'Etat, « toute la reconnaissance et la gratitude de la Nation pour le courage et l'esprit de sacrifice qui ont caractérisé leur prompt réaction dans la gestion de l'enlèvement et de la prise d'otage des deux ressortissants français ».

## **CCN**

M. Marou Amadou, Président du Conseil Consultatif National, s'est rendu Copenhague (Royaume Uni du Danemark) le 17 janvier, accompagné de Mme Touré Aminata Maïga, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, M. Mahaman Laouali Dan Dah, ministre des Enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique, Porte-parole du gouvernement, Mme Bazindré Aminata Djibo, Ambassadeur extraordinaire de la République du Niger auprès de la République fédérale d'Allemagne, *Le Sahel (19/01/11)*.

## **ONDHLF**

- L'Observatoire National des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentale a rendu public un communiqué de presse, le 16 décembre, dans lequel il relève « les insuffisances » constatées lors des élections municipales et régionales, *Le Sahel (18/01/11)*. Les 110 observateurs déployés à travers le pays ont noté, entre autres, l'ouverture tardive de certains bureaux de vote, le manque de bulletins de vote, l'absence de certains membres de bureaux, le non-respect du quota de représentation des délégués des partis, la présence de délégués mineurs ou analphabètes, des numéros de cartes d'électeurs qui ne correspondaient pas toujours aux listes électorales, des isolements non conformes, l'achat de consciences et parfois l'intimidation des électeurs dans certaines localités [...]. « Toutefois, conclut M. Soumaila Dan Gallou, président de l'ONDHLF, les électeurs ont exercé tant bien que mal leur devoir civique et politique [bien que] les élections régionales et municipales se soient déroulées dans des conditions chaotiques par endroit ».

- L'ONDHLF a procédé, le 19 janvier, à l'ouverture de sa 1<sup>ère</sup> session ordinaire au titre de l'année 2011, *Le Sahel (20/01/11)*. Quatre thèmes majeurs seront abordés pendant cette session : (i) le rôle et le mandat de l'ONDHLF, (ii) la collaboration entre l'institution et les organisations de la société civile, (iii) les libertés publiques et le droit à la sûreté et à la protection et (iv) les mécanismes internationaux de promotion et de protection des droits de l'Homme. « Les droits de l'Homme ne sont pas seulement un idéal abstrait, ils constituent des droits réels [...]. Il est donc temps de passer de la promotion à la protection des droits de l'homme, du discours incantatoire à l'impératif juridique », a déclaré le président, M. Soumaila Dan Gallou.

## Elections régionales et municipales

- « Le PNDS, le MNSD, le MODEN/FA en tête ! » annonce *La Griffre (17/01/11)*. Le MNSD, précise le journal, a perdu son bastion de Tillabéri face au MODEN-Lumana de M. Hama Amadou. Le PNDS confirme sa suprématie sur le plan national [...]. Le MNSD obtient à la 2<sup>ème</sup> place et reste parmi les trois plus grands partis du pays. Le Moden-Lumana s'inscrit parmi les grandes formations politiques nationales, poursuit *L'Evénement (17/01/11)* qui note « un véritable raz de marée 'lumaniste' à Niamey ». Le journal souligne enfin, la perte de vitesse de la CDS de M. Mahamane Ousmane, qui, jusqu'en 2004, se plaçait en 3<sup>ème</sup> position. « Les grands raflent la mise ! », titre *Le Républicain (20/01/11)*. Cependant, *La Roue de l'Histoire (19/01/11)* relève des « scores catastrophiques » des leaders politiques dans leurs fiefs respectifs : « seul le PNDS a fait l'unanimité chez lui dans la commune d'Illéla (Tahoua), raflant les 22 conseillers ».

## CENI

Les résultats globaux provisoires des élections régionales et municipales ont été officiellement proclamés le 18 janvier par la CENI, *Le Sahel (19/01/11)*.

Classement/poids	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	TOTAUX
<b>Nb total de sièges</b>	<b>183</b>	<b>154</b>	<b>564</b>	<b>668</b>	<b>613</b>	<b>639</b>	<b>672</b>	<b>3.493</b>
PNDS-Tarraya	56	30	89	144	372	127	151	<b>969</b>
MNSD Nassara	44	59	89	193	103	151	143	<b>782</b>
MODEN-Lumana	43	39	130	74	68	267	36	<b>657</b>
CDS-Rahama	19	7	44	100	40	18	175	<b>403</b>
RSD-Gaskiya	9		2	113	15	6	24	<b>169</b>
AND- Zaman Lahiya			146	4	2	15	1	<b>168</b>
RDP-Jama'a	7		29	9	2	1	41	<b>89</b>
ARD-Aldatchi	1			3	7		76	<b>87</b>
UDR-Tabbat	1		26		1	27	8	<b>63</b>
PSDN-Alheri		8		8			2	<b>18</b>
MDC-Yarda			6	5				<b>11</b>
PDP- Annour				2			2	<b>10</b>
PNA-Al'Oumma				10				<b>10</b>
UNI						7		<b>7</b>
MOURNA-Farhan						6		<b>6</b>
PMT-Albarka				1			5	<b>6</b>
PUND-Salama				1	1	3	1	<b>6</b>
Indpt. Tera Tera						5		<b>5</b>
MIDD-Intchi						4		<b>4</b>
UDPS-Amana	3							<b>4</b>
Indpt-Wafakay						2		<b>2</b>
PPN-RDA			2					<b>2</b>
PS-Imani							1	<b>1</b>
PTN-Saa/Sayé			1					<b>1</b>
UDSN-Talaka					1			<b>1</b>
UPDP-Chamoua				1				<b>1</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>183</b>	<b>143</b>	<b>564</b>	<b>668</b>	<b>613</b>	<b>639</b>	<b>672</b>	<b>3.482</b>
<b>% traités</b>	<b>100%</b>	<b>92,86%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>99,69%</b>

## Elections générales

- Le Conseil Constitutionnel, portant validation des listes de candidats aux élections législatives, a rejeté près de la moitié des listes, tous partis confondus, dans un arrêt qu'elle a rendu le 13 janvier dernier. Plusieurs leaders politiques d'envergure nationale se retrouvent ainsi disqualifiés dans leur fief : M. Seyni Omar (MNSD) dans la région de Tillabéri, M. Mahamane Ousmane (CDS) à Zinder et M. Amadou Cheiffou (RSD) à Maradi. Dans ces circonstances, *Le Flic (19/01/11)* prévoit « la désertion des urnes ».

- Le Chef de l'Etat a officiellement déclaré ouverte la campagne électorale en vue des législatives et du 1<sup>er</sup> tour des présidentielles, en s'adressant à la Nation, le 14 janvier, *Le Sahel (17/01/11)*. « [...] Il importe d'éviter à tout prix que des contestations naissent du fait d'une organisation défectueuse des

opérations de vote ou d'une mauvaise gestion des résultats. Pour ce faire, la CENI et ses démembrements doivent être à la hauteur des attentes des populations nigériennes partout et sur toute l'étendue du territoire. [...] Notre pays a acquis une excellente réputation en matière d'organisation d'élections. Nous devons nous efforcer, à tous les niveaux, de sauvegarder cette réputation que bien des pays nous envient. [...] J'invite donc les uns et les autres à adopter un comportement digne, pacifique et responsable afin que le Niger sorte gagnant de cette entreprise de restauration de la démocratie que nous avons engagée le 18 février 2010 [...] ».

- « La bataille est engagée », titre *L'Événement (17/01/11)*, « [...] un coup de massue à la classe politique nigérienne qui espérait confier le sort de ses candidats inéligibles au Président Salou Djibo ». « Djibo Salou met fin à la polémique », titre *Le Canard Déchaîné (17/01/11)*. « [...] la classe politique nigérienne a engagé elle-même l'assainissement en son sein de façon tout à fait innovante [...]. Un véritable coup dur pour plusieurs candidats à la présidentielle, qui n'auront même pas la chance de siéger au Parlement [...] », souligne *Le Républicain (20/01/11)*. « Arrêt de mort pour le CDS-Rahama et le RSD-Gaskiya ? », titre *Le Témoin (20/01/11)*.

## CNDP

Le Conseil national de dialogue politique s'est réuni le 15 janvier sous la présidence du Ministre de l'Intérieur, M. Ousmane Cissé et du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, afin de « trouver les voies et les moyens pour une meilleure organisation des élections générales », titre *Le Sahel (17/01/11)*. Etaient inscrits à l'ordre du jour, les élections locales, le fichier électoral et surtout l'examen de l'arrêt du Conseil Constitutionnel relatif à la validation des listes des candidats aux prochaines élections législatives. Les partis politiques ont, semble-t-il, « tiré à boulet rouge sur la CENI » réclamant sa complète réorganisation. Ils ont enfin requis le report des élections législatives et présidentielles afin de revoir les dossiers des listes de candidats rejetées par le Conseil Constitutionnel. Les ministres de l'Intérieur et de la Justice, poursuit le journal, ont « clairement fait comprendre aux partis politiques que le point relatif à l'arrêt du Conseil Constitutionnel n'était susceptible d'aucun recours et que par conséquent, aucun débat n'était possible [...], à moins de violer délibérément les dispositions de la Loi Fondamentale du pays qu'est la Constitution ».

Du côté de la presse indépendante, *La Griffes (17/01/11)* déplore « des manœuvres sournoises pour contourner l'arrêt du Conseil Constitutionnel, [susceptibles de provoquer] une situation presque similaire à celle créée par l'ancien Président Mamadou Tandja [...] ».

- A l'issue du CNDP, précise *Le Flic (19/01/11)*, les leaders politiques ont souhaité s'entretenir avec le Chef de l'Etat, afin qu'il examine les différentes questions soulevées lors de cette session. « Si vous avez des propositions à faire, celles-ci ne doivent pas remettre en cause la durée de la transition [...], dont la date butoir reste et demeure le 6 avril 2011 », a répondu le Général Salou Djibo, le 16 janvier. Précisant que ces propositions ne devaient pas « contrarier » l'arrêt du Conseil Constitutionnel de transition, le chef de l'Etat a réitéré sa ferme volonté de voir « les élections législatives et présidentielles se [tenir] aux dates indiquées, n'en déplaise à ceux qui y trouveraient à redire », a-t-il conclu.

- Face à l'intransigeance des autorités nigériennes, les leaders politiques ont sollicité la venue du médiateur de la CEDEAO, le Général Abdulsalami Abubakar, pour tenter de convaincre le Chef de l'Etat de repêcher les candidatures aux élections législatives. Lors d'une rencontre organisée le 19 janvier avec le médiateur, les dix candidats aux présidentielles ont proposé le report des élections générales, afin de permettre à la CENI de mieux s'organiser pour les prochains scrutins. « Nous n'avons pas demandé la dissolution de la CENI, a déclaré M. Hama Amadou, [mais] nous pensons que les élections législatives et présidentielles, organisées dans les mêmes conditions que les élections locales, vont déboucher sur des difficultés énormes. [...] il est évident qu'il faut donner à la CENI le délai qui lui est nécessaire pour se réorganiser ». M. Mahamane Ousmane a évoqué, pour sa part, les difficultés liées au rejet des listes, affirmant qu'« il n'est pas souhaitable que vers la fin de cette Transition - qui jusque là s'est parfaitement déroulée- cette dernière étape connaisse des difficultés », *Le Sahel (20/01/11)*. « Déjà la tourmente politique ? », titre *Le Canard Déchaîné (20/01/11)*. « Abdulsalami est à Niamey, l'organisation des élections locales a été catastrophique, les partis politiques sont mécontents, la CENI en passe d'être

dissoute, les citoyens en colère, le CSRD acculé. Tel est le tableau actuel de la situation politique au Niger ».

## ONC

L'Observatoire National de la Communication a officiellement procédé, le 20 janvier, sous la Présidence de M. Abdourahamane Ousmane, le fonds d'aide à la presse au titre de l'année 2009. 200 millions de Fcfa ont été répartis entre les organes de la presse indépendante, écrite et audiovisuelle « par ordre de mérite », *Sahel Dimanche (21/01/11)*.

## Cour d'Etat

La Cour d'Etat a placé les Colonels Abdoulaye Badié, Amadou Diallo et le Lieutenant-Colonel Aboubacar Sanda sous mandat de dépôt, le 20 janvier, après les avoir inculpés pour atteinte à la sûreté de l'Etat, *Le Républicain (20/01/11)*. Elle a, par ailleurs, choisi de renvoyer l'Affaire MEBA devant la Cour d'Assises, et rendra son délibéré sur l'Affaire du fond d'aide à la presse (2001) le 27 janvier prochain.

## PARTIS POLITIQUES – ASSOCIATIONS - SYNDICATS

### PNA Al'Oumma

Le parti apporte officiellement son soutien à M. Mahamadou Issoufou en vue des élections présidentielles, déclare *La Roue de l'Histoire (19/01/11)*. Un communiqué de presse en date du 17 janvier exhorte les militants à voter pour le candidat du PNDS. « Le PNA Al'Oumma estime que M. Mahamadou Issoufou, président de la République, peut constituer un barrage contre l'instauration dans notre pays du fascisme et d'un système fait de corruption, de pillage des ressources publiques et de concussions de toutes sortes ».

### MNSD- Nassara

M. Seyni Omar a dévoilé son programme de campagne, le 17 janvier dernier, axant principalement celui-ci sur la modernisation de l'agriculture, de l'élevage et sur l'emploi des jeunes, rapporte *L'Événement (20/01/11)*.

## SOCIETE

### Augmentation des Salaires

« Un geste diversement apprécié », *L'Événement (17/01/11)*. Selon le journal, « Les Nigériens auraient plutôt souhaité que l'Etat prenne des mesures pour réduire le coût des produits de première nécessité [...] ». Pour rappel, le conseil des Ministres a adopté, le 6 janvier dernier, une série de décrets portant revalorisation de la rémunération de base (+10%) des agents fonctionnaires et auxiliaires de l'Etat, *Sahel Dimanche (07/01/11)*.

### Justice

« L'ancien Président Tandja Mamadou transféré à la prison de Kollo le 16 janvier », annonce *La Griffes (17/01/11)*. Inculpé pour le détournement d'environ 4 milliards de Fcfa, dans l'affaire de la SONIDEP, son nom serait également cité dans plusieurs dossiers de malversations financières, notamment celui de la centrale d'approvisionnement du Niger. Selon *Le Flic (19/01/11)*, M. Mamadou Tandja devra sans doute répondre à d'autres chefs d'inculpation, tels que « le détournement de deniers publics, la dilapidation de biens publics, l'enrichissement personnel et le délit de favoritisme ». Pour *Le Républicain (20/01/11)*, « l'appareil judiciaire compte apparemment accélérer le processus [...] ». Le cas échéant, poursuit *L'Événement (20/01/11)*, l'ancien président pourrait faire des révélations qui « risquent fort d'éclabousser de nombreuses personnalités de l'ancien régime et même celles du régime actuel ».

## **Transport Urbain**

« Grève des conducteurs de taxis et de minibus », *Le Républicain (20/01/11)*, afin de protester, pendant 48 heures, contre la hausse des prix des hydrocarbures. « Une situation difficile [...] qui ralentit de façon substantielle l'activité économique et déstabilise le service public », déplore le journal.

## **Enseignement**

*Le Républicain (20/01/11)* évoque « un nouveau bras de fer en perspective à l'université [...] » entre le ministre de tutelle et le syndicat des Enseignants chercheurs qui refuse la réforme de leur statut professionnel.

# **ECONOMIE**

## **Production agricole**

« 1.500.000 tonnes d'excédent céréalier [...] mais des disparités inter et intra-régionales, du fait de l'excès d'humidité, du lessivage des sols et des inondations enregistrés durant la campagne hivernales », *Le Républicain (20/01/11)*.

## **Commerce sous-régional**

« Répercussion de la crise ivoirienne au Niger : hausse probable des prix de certains produits », titre *L'Événement (20/01/11)*. Le journal souligne une baisse considérable des échanges commerciaux entre les deux pays depuis le début de la crise ivoirienne, en novembre 2010. Les commerçants nigériens ont donc choisi de diversifier leurs sources d'approvisionnement et de réorienter le trafic marchand vers d'autres ports d'Afrique de l'Ouest.